

*Le budget—M. Deans*

Si le gouvernement avait sérieusement voulu réduire notre taux d'inflation sans précédent, il aurait admis que les taux d'intérêt exorbitants des deux dernières années y ont été pour quelque chose. Il aurait admis que le prix de la moindre marchandise, du moindre produit fabriqué dans n'importe quelle région du pays, doit nécessairement tenir compte des taux d'intérêt élevés, qui influent sur le coût de revient. Si le gouvernement avait sérieusement voulu restreindre son déficit, il se serait attaqué immédiatement au problème des taux d'intérêt élevés, qui ont réduit le pouvoir d'achat des Canadiens, qui ont littéralement empêché des familles canadiennes d'acheter une maison et qui ont grignoté le salaire des gens qui s'efforcent de joindre les deux bouts. Si le gouvernement avait sérieusement voulu restreindre son déficit, il aurait compris que le principal facteur qui, à lui seul, contribue à accroître ce déficit est dû aux taux d'intérêt élevés, qui ont restreint la consommation, ralenti la fabrication, aggravé le chômage, diminué le montant d'impôt sur le revenu des particuliers payé par la majorité des Canadiens, augmenté le coût de l'assurance-chômage, accru les frais d'exploitation du gouvernement, notamment les programmes d'aide sociale destinés aux Canadiens incapables de trouver du travail et, enfin, diminué l'impôt versé par les sociétés.

Comment expliquer un accroissement aussi énorme de l'endettement du pays et une telle chute des recettes par rapport aux dépenses entre novembre dernier et juillet de cette année? Cela s'explique parce qu'il n'y a pas assez de gens qui travaillent, achètent des produits ou paient des impôts. La politique du gouvernement a été l'un des facteurs déterminants de la grave récession de notre économie.

Vous le reconnaîtrez au nom de nos électeurs, monsieur l'Orateur, si le gouvernement avait vraiment tenu à résoudre les problèmes économiques du pays, il aurait commencé par s'attaquer aux taux d'intérêt usuraires qu'il a laissés imposer et à leurs répercussions dévastatrices sur l'économie.

En novembre dernier, il y a environ sept mois, j'ai expliqué au gouvernement qu'il était nécessaire de s'attaquer aux problèmes du pays, là où ils se faisaient sentir, et de songer sérieusement aux mesures que l'on pourrait prendre à la Chambre pour aider les Canadiens à retrouver du travail, pour aider les familles canadiennes à se stabiliser et pour aider le gouvernement à percevoir les impôts nécessaires pour payer ses dépenses élevées et mettre au point une stratégie économique. A ce moment-là, j'ai fait remarquer au gouvernement qu'il y avait un stimulant qui transcende tous les autres en termes de répercussions sociales et économiques et c'est la construction de logements pour répondre à un besoin criant d'un océan à l'autre.

Il a été établi sans équivoque qu'il faudrait construire 220,000 logements au Canada cette année. Or, il ne s'en construira pas plus de 130,000 et je soupçonne que c'est un grand maximum. De nombreux Canadiens ne peuvent trouver de logement. Je ne parle pas uniquement d'endroit qui convienne à leur bourse mais de n'importe quel abri convenable pour leur famille.

J'ai signalé au gouvernement que pour chaque maison unifamiliale qui est construite 2.2 emplois étaient créés, certains dans le secteur du bâtiment lui-même, d'autres dans les industries connexes qui fabriquent les baignoires, les bardeaux, les tuiles, les avant-toits et autres composantes. Si l'on construisait 80,000 logements supplémentaires, cela créerait près de 200,000 emplois. Si ces 200,000 emplois étaient créés maintenant, le taux de chômage désaisonnalisé—il est toujours désaisonnalisé bien que j'aie du mal à comprendre comment on pouvait ajuster les travailleurs saisonniers—tomberait de 11.6 à 8.8 p. 100. Nous devrions construire les maisons dont les gens ont besoin et amorcer le processus de création d'emplois. Le chômage serait alors ramené à un niveau qui, s'il n'en demeure pas moins inacceptable, serait tout de même plus facile à gérer. Si ces 200,000 personnes travaillaient à construire les maisons dont les Canadiens ont besoin, nous épargnerions 2 milliards par année sur les paiements au titre de l'assurance-chômage. Cela aurait déjà pu être fait si le gouvernement avait tenu compte des instances de ceux d'entre nous qui nous soucions à tout le moins autant que lui de l'avenir du pays. Nous aurions créé 200,000 emplois, nous aurions ramené le taux de chômage de 11.6 à 8.6 p. 100 et nous aurions réduit de 2 milliards de dollars les paiements au titre de l'assurance-chômage. Les impôts fédéraux, provinciaux et municipaux nous auraient permis de recueillir 1.16 milliard de dollars. Qu'aurions-nous obtenu? Nous aurions des logements pour les citoyens et nous aurions donné du travail à 200,000 personnes dans le bâtiment et l'industrie. Nous ne serions pas obligés de trouver les 2.2 milliards dont le gouvernement a besoin. Ce programme nous aurait rapporté un bénéfice fiscal de 1.16 milliard. Non seulement chaque dollar investi dans une hypothèque est récupérable comme tous les chiffres le prouvent, mais le gouvernement aurait économisé plus de trois milliards. Je suggère à ceux qui sont encore ici—et ils sont peu nombreux—de comparer ces possibilités avec ce que le gouvernement a offert en guise de plan de relance économique et de se demander qui a tort et qui a raison. Pourquoi le gouvernement se montre-t-il aussi têtue, insensé et aveugle alors que nous aurions la possibilité d'entreprendre la reconstruction de notre pays? Pourquoi n'arrête-t-il pas de tergiverser alors que nous savons tous qu'il faut déployer des efforts considérables?

● (1540)

Que prévoit le programme du gouvernement? Il offre une subvention de \$3,000 aux acheteurs d'une première maison et aux acheteurs de maisons neuves construites cette année. Autrement dit, du moment que vous creusez un trou dans le sol d'ici la fin décembre 1982, votre maison vous donnera droit à la subvention de \$3,000 en 1983. J'estime que c'est absolument ridicule. Ce n'est vraiment pas ainsi qu'on réglera le problème. Les gens n'auront pas plus les moyens de s'acheter une maison. D'autre part tout cet argent déboursé par le Trésor public ne sera pas récupéré. Ce programme est un bon exemple des idées boîteuses du gouvernement. Si vous habitez à Ottawa, vous verrez que le prix moyen d'une maison est de \$68,500.

● **M. Blenkarn:** Pas pour une maison neuve.